

Social 8

À Lausanne,
une gestion indigne
de la précarité

Élections 9

France: un front
antifasciste le plus
large possible

Extrême droite 10

Extension
de la réaction
en Amérique latine

Féminisme 14

Fribourg féministe
des années 1970
à nos jours

Édito

LA CANICULE, UNE VIOLENCE SOCIALE

Après une première vague de chaleur précoce, la canicule. Suffocante, irréfutable et dangereuse. La manifestation prévisible d'un changement d'époque. Désormais, un interminable crime contre l'humanité s'est enclenché.

Selon un responsable de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS): «*La crise climatique est une crise sanitaire. Chaque fraction de degré de réchauffement coûte des vies et des moyens de subsistance.*» Un partenaire de cette organisation a ainsi

établi que «*le taux de mortalité lié à la chaleur a augmenté de 23 % depuis les années 1990, ce qui porte le nombre total de décès liés à la chaleur à 546 000 par an en moyenne*». Voilà le crime. Qui rend ridicule, même plus, indécent, le prétendu débat sur les climatiseurs.

Ce crime, tous ceux et toutes celles qui ont, de bonne ou mauvaise foi, repris les mensonges diffusés par les compagnies pétrolières – qui, dès les années 1970 connaissaient parfaitement

les risques liés à l'augmentation du taux de CO₂ dans l'atmosphère – devront l'assumer politiquement. Car ces dénia-listes sont aujourd'hui à l'origine de la violence sociale qui frappe les populations les moins protégées des effets de la canicule.

Le logement est l'un des secteurs où la discrimination sociale face à la canicule est évidente. Le travail en représente un autre. Et non seulement sous ses aspects les plus tangibles, pour ceux et celles

En mouvement

3

NO-G7: LES CASSEURS ÉTAIENT À ÉVIAN, LA RÉSISTANCE À GENÈVE

dont l'activité professionnelle se déroule à l'extérieur, soumises alors aux risques liés à l'élévation de la température corporelle et au rayonnement solaire. Mais aussi pour ceux et celles qui travaillent dans des locaux inadaptés, comme souvent les écoles et les hôpitaux, mais aussi nombre de PME.

Parce que le corps est soumis à un stress physiologique supplémentaire, chaque fraction de degré compte. La baisse de la productivité relevée à chaque vague de chaleur témoigne de ces difficultés accrues, comme des dangers encourus.

En Suisse, une enquête menée de 2000 à 2015 par la Suva a montré une augmentation de 7 % du nombre d'accidents dans la construction et les transports les jours où la température dépasse les 30 degrés. Ce n'est plus une question de confort, mais une forme d'agression contre l'intégrité physique et mentale des travailleurs et travailleuses. Une forme d'agression d'autant plus courante que la législation en vigueur est permissive et repose très largement sur le bon vouloir du patron. Le résultat est une vraie passoire.

Pietro Carrobbio, responsable vaudois d'Unia pour la construction, expliquait ainsi dans le « 19 h 30 » que, face à la canicule, certaines entreprises ont mis des mesures en place et... d'autres non. Un contrôle, effectué dans une même matinée par le syndicat SIT, chez dix entreprises du même secteur à Genève, montrait qu'aucune ne respectait les règles légales. Cela dans un secteur pourtant relativement bien organisé syndicalement. On vous laisse imaginer ce qui se passe dans les autres...

Les travailleurs et travailleuses du pays paient ainsi chèrement l'incapacité du mouvement syndical suisse à s'emparer de la question de la sécurité et de la santé au travail, d'en faire une base pour une action et un contrôle autonome des salarié·es organisés dans ce sens. Pourtant, ceux-là et celles-là sauraient protéger leur intégrité physique et psychique bien mieux qu'une supposée bonne volonté patronale. La lutte contre le réchauffement climatique et ses effets passe aussi par là.

Daniel Süri



SIGNEZ L'INITIATIVE POUR DES BONS DE MOBILITÉ!

Lancée par actif-traffic et soutenue par une large alliance, dont solidaritéS fait partie, l'initiative pour des bons de mobilité – encartée dans ce numéro – veut rééquilibrer les prix du train et de l'avion et investir dans le rail transfrontalier. solidaritéS appelle à la signer, malgré les réserves qu'on peut émettre sur le principe d'une taxe linéaire – nous y reviendrons.

Le principe de proposé par l'initiative est simple : instaurer une taxe équitable sur les billets d'avion et les jets privés proportionnelle à la pollution et à la distance. Ce sont les classes premium et les vols long-courriers qui payeront davantage. Les jets privés, eux, paieront minimum 500 francs pour chaque décollage.

Les recettes de la taxe – qui ne s'appliquera qu'aux vols au départ de la Suisse – sont estimées à environ 1,5 milliards de francs par an. Les deux tiers seront redistribués à la population sous forme de « bons de mobilité » d'environ 100 francs par an et par personne à utiliser pour les transports publics locaux, nationaux et internationaux. Le reste (jusqu'à 500 millions par an environ) servira à développer les liaisons en train – de nuit comme de jour – vers nos pays voisins : amélioration de la ligne Genève-Lyon, liaisons directes vers Londres, Barcelone, par exemple.

Avec cette initiative, 90 % de la population sera gagnante financièrement et touchera davantage en bons qu'elle ne dépensera en taxe. Même une personne prenant trois vols court-courrier par année continuera à être bénéficiaire : ce sont surtout les voyageurs fréquents et de luxe qui passeront à la caisse.

Rappelons que le trafic aérien est le premier secteur responsable de l'impact climatique de la Suisse et que la population suisse vole deux fois plus que celle de nos pays voisins... avec d'énormes disparités de classe : les plus riches voyagent cinq fois plus que les plus pauvres.

Cette initiative est un premier pas pour s'attaquer au trafic aérien en prenant un peu d'argent de la pollution pour financer la solution. Une mesure élémentaire de justice climatique. À signer et renvoyer rapidement. Objectif : 100 000 signatures en six mois !

Actif-traffic

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Nadia Badouci
Clément Bindschadler
Antoine Dubiau
Aude Wertenot
Guillaume Matthey
Noémie Rentsch

José Sanchez
Leon Valet
Relecture
Luna Allou
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad
Loury Górczy
Dominique Matthey
Pierre Raboud

Zélie Stauffer
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann
en collaboration avec
Andis Llechti (stagiaire)
Noémie Rentsch

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·e·uses, AVS/Al... fr. 40
Soutien 150
3 mois à l'essai
Pour payer : CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse : abos@solidarites.ch
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Lilian Schibli

solidarités a formé un tronçon commun avec nos camarades du NPA-A lors de la grande manifestation contre le G7 du 14 juin 2026.

National **International** **En mouvement** **NO-G7**

LES CASSEURS ÉTAIENT À ÉVIAN, LA RÉSISTANCE À GENÈVE

La coalition NO-G7 n'aurait pas dû exister. Jusqu'au bout, une très large partie du spectre politique, policier, patronal et médiatique, avec à sa tête la conseillère d'État socialiste genevoise Carole-Anne Kast, ont tout fait pour empêcher la tenue même du contre-sommet. L'« État d'urgence préventif » savamment préparé illustre le durcissement autoritaire et le climat fascisant à l'œuvre sur tous les continents.

Malgré ces tentatives de sabotage ce sont environ 60 000 personnes qui ont pris la rue à Genève le 14 juin contre le G7. La manifestation concluait un week-end de succès pour la coalition, qui a réuni pas moins de 60 organisations. C'est ainsi au détour du camping, de la cantine, de concerts, des nombreuses tables rondes que l'on pouvait se retrouver pour apprendre et construire la résistance. Et c'est bien de cela dont il a été

question durant tout ce week-end de mobilisation : être ensemble, discuter et réfléchir à la possibilité d'un autre monde.

Une « situation exceptionnelle » pour museler la contestation

Manifester à Genève était un véritable casse-tête depuis des années déjà, en particulier pour les organisateur-ices de manifestations. Et le NO-G7 n'a pas fait exception.

Des mois d'attente et de ping-pong entre les autorités – cantonales, de la Ville de Genève et de France voisine – pour apprendre à la télévision qu'il n'y aurait aucun lieu de camping sur des terrains publics, ni de village militant, puisque le parcours était refusé.

Nous retenons de cette séquence le travail acharné du Conseil d'État – dont les décisions étaient toujours « unanimes » – pour tenter de nous affaiblir et de nous diviser, de nous épuiser et de nous faire douter. Le travail de mobilisation et d'organisation a été entravé mais la coalition a su rester unie et c'est une victoire en soi.

Pendant le G7, deux mondes se dévoilent

Le G7 a eu le mérite de montrer une dérive sécuritaire à son apogée. D'un côté, une ville terrorisée et barricadée totalement retranchée derrière des palissades jaunes, des frontières partiellement fermées et des checkpoints policiers à chaque coin de rue. De l'autre, des tables rondes ouvertes et gratuites sur nombre de thématiques qui nous sont chères, de l'extractivisme capitaliste à l'offensive transphobe en passant par les batailles médiatiques contre le fascisme.

Le climat des plus anxiogène façonné depuis des mois visaient aussi à préparer violences policières et répression contre la manif du 14 juin. La police a largement gazé la moitié du cortège, tiré dans la foule à coup de flash-ball avant de nous contraindre à terminer la manifestation dans un climat chaotique.

Les organisateur-ices de la manifestation, l'équipe d'auto-protection, des touristes, des

baigneur-ses ainsi que les travailleur-ses de la buvette du parc ont fini dans une nasse qui a duré toute la nuit pour toute la nuit, au prétexte d'identifier « les casseurs ».

S'organiser contre le chaos

La coalition NO-G7 a permis de créer ou de renforcer les collaborations entre des organisations aux stratégies différentes et à réactiver les contre-sommets comme mode d'action et d'organisation, ce qui n'avait plus été fait depuis plusieurs années. Il est à espérer que ces nouvelles alliances se poursuivent à l'avenir. Grève féministe du *care* du 14 juin 2027 en préparation, luttes pour la Palestine et contre les impérialismes, renouveau nécessaire des luttes écologistes, les possibilités de convergences concrètes ne manquent pas à l'agenda des mobilisations sociales. Ce 14 juin une étincelle a été allumée et nous allons souffler un vent de résistance collective pour en faire un brasier.

Le chemin est long mais le NO-G7 a ouvert la voie à des solidarités nouvelles et à nos victoires futures. Les rencontres militantes ont dessiné les contours d'un autre monde. Un contenu politique solide face à un bloc occidental du G7 qui peine à contenir ses adversaires internationaux et n'est plus en mesure de cacher ses contradictions ni d'inventer un récit pour donner sens à ses politiques du pire. Ne reste que la tentative ratée d'étouffer les contestations.

Dans ce contexte de durcissement autoritaire, s'organiser est indispensable. Si solidarités a joué un rôle majeur au sein de la coalition – par son implication, son expérience, son réseau local et international, ses analyses et propositions politiques – nous nous sommes aussi renforcé-es en apprenant des autres organisations et en tissant de nouveaux liens. Et pour traduire les succès du NO-G7 sur le temps long mais dans l'urgence de la période actuelle, il va être indispensable de continuer la voie initiée depuis des années : s'engager dans les luttes de terrain comme dans les campagnes politiques en défendant des alliances larges sur une ligne de rupture. Face aux puissances réactionnaires, impérialistes et fascistes qui se déchaînent contre les peuples et nous mènent au chaos, au capitalisme écocide et au backlash patriarcal et queerphobe, l'heure est à la construction de fronts déterminés et pluriels.

Donna Golaz Téó Freij



Lausanne, manifestation féministe du 13 juin 2026

François Graf / Strates

Neuchâtel Culture

UNE BARAQUE POUR CARAC

Début juin, les membres de l'Association Bénévole Autogérée du Littoral (ABAL) ont occupé les anciens abattoirs de Serrières, restés vides depuis les années 1990. « *La culture ne doit pas être un privilège. Nous nous sommes réuni·e·x autour de ce nouveau projet nommé CARAC, pour répondre à un besoin important d'espaces inclusifs, alternatifs et accessibles à Neuchâtel* », témoigne le collectif.

Pour solidarités Neuchâtel, démocratiser la culture, renforcer les dynamiques collectives et transformer en commun des locaux laissés vides est évidemment une posture à défendre. C'est pourquoi nous avons participé à la manifestation de soutien du 16 juin dernier, pour exiger « une baraque pour CARAC », alors qu'une plainte venait d'être déposée par le Conseil communal de la ville de Neuchâtel. De plus, nous dénonçons les propos scandaleux tenus par la conseillère communale (PS) responsable du dossier, lors de la séance du Conseil général le soir précédent : « *De l'est à l'ouest, le dialogue est remplacé par des rapports de force, la légitimité autoproclamée, les menaces et l'occupation de territoire.* » Comparer le collectif ABAL aux autoritaires impérialistes est une honte et fait injures aux victimes d'invasions et de colonisation !

En raison du dialogue rompu par la ville et par crainte d'une expulsion par la force, les personnes actives au sein de CARAC ont quitté les anciens abattoirs de Serrières. Mais leur lutte continue, une pétition de soutien circule et comporte déjà plus de cent signatures d'actrices culturelles. Rappelons que ce type de lieux socioculturels existent uniquement grâce aux luttes passées pour des espaces libres.

Mathilde

Féminisme National En mouvement

VERS LA GRÈVE DU CARE !

Le 14 juin dernier, les collectifs de la Grève féministe diffusaient un appel national à la grève du care le 14 juin 2027. Cet appel, que nous reproduisons ci-dessous, s'inscrit dans la continuité des mobilisations féministes historiques qui s'organisent en Suisse depuis maintenant sept ans. solidarités s'engagera dans la construction de cette mobilisation !

NOUS, COLLECTIFS DE LA GRÈVE FÉMINISTE EN SUISSE, APPELONS À UNE GRÈVE FÉMINISTE DU CARE LE 14 JUIN 2027

Parce que ce qui permet à la société de tenir – prendre soin, nourrir, écouter, nettoyer, accompagner, soigner, enseigner, réparer, soutenir, protéger – est invisibilisé, sous-payé, réalisé gratuitement ou n'est tout simplement pas considéré comme du travail. Ce n'est pas une coïncidence, mais le résultat de la société patriarcale dans laquelle nous vivons.

Parce que le travail qui rend la vie possible repose encore majoritairement sur les femmes, les personnes migrantes, trans, non binaires, lesbiennes, intersexes, les communautés marginalisées et précarisées.

Parce que nos corps, notre temps et notre énergie ne sont pas des ressources inépuisables.

Le travail de care n'est pas une option

Le travail de care n'est pas une vocation naturelle

Le travail de care est le cœur de ce qui nous permet de faire société, et tout le monde en dépend

Pourtant, partout, celles et ceux qui assument des tâches de care s'épuisent : dans les hôpitaux, les écoles, les foyers, les EMS, les crèches, les réseaux d'entraide, les métiers du nettoyage, du soin, de l'éducation, du sexe, de l'accompagnement social et bien d'autres.

Face aux politiques d'austérité, à la destruction des services publics, à la militarisation et à l'exploitation capitaliste du travail rémunéré et non rémunéré, nous refusons une société qui repose sur la distribution inégale du travail de care et l'exploitation des plus précaires.

Nous voulons du temps, des salaires dignes, des services publics forts, le droit au repos, des vies vivables pour toute·xs. Nous voulons une répartition collective du travail de care.

Le 14 juin 2027, nous ferons la grève du travail de care salarié, du travail domestique et du travail invisible.

Nous ferons grève pour rendre visible ce que le système considère comme acquis. Nous ferons grève parce que nos vies comptent plus que leurs profits.

Sans travail de care, tout s'arrête

Sans travail de care, pas de vie

Sans nous, pas de vie

Rejoignez vos collectifs locaux de la Grève féministe, rassemblez-vous sur vos lieux de travail, d'étude et de vie en vue d'organiser la mobilisation !

MINIMUM VAUDOIS SAISON 3, LA BATAILLE CONTINUE

Le 14 juin, le Canton a passé un cap. L'initiative populaire pour inscrire le principe d'un salaire minimum dans le canton de Vaud a été adoptée de justesse. En revanche, avec le refus de l'initiative législative, il n'y aura pas de salaire minimum en vigueur au 1^{er} janvier 2027. La bataille pour des salaires et des conditions de vie dignes se poursuit!

En acceptant le principe d'un salaire minimum, la population vaudoise a donné un signal clair en faveur de meilleures conditions de vie pour tou·t·e·s et de la revalorisation des métiers féminisés, indépendamment de la nationalité. Ce n'était pas gagné d'avance.

Durant la campagne, le Conseil d'État, les partis de droite et une partie du patronat ont brandi leur contre-projet trompeur, enchaîné les mensonges ou les approximations (catastrophe économique, fin du partenariat social, etc.) et attisé un sentiment anti-frontaliers. Tout cela au mépris des expériences concrètes et très positives de salaires minimums introduits dans d'autres cantons.

Dans ces conditions il était prévisible que nombre de vaudois·es finissent par refuser cette mesure. Sans compter que les salaires minimums sont attaqués de toutes parts par le patronat et ses représentant·es politiques : exclusion des jobs d'été à Genève ou primauté des CCT au niveau fédéral.

Malgré tout, la dynamique unitaire qu'Ensemble à Gauche a impulsé en 2022 et menée jusqu'au bout a payé. Preuve qu'unies, les forces progressistes peuvent obtenir des victoires qui améliorent concrètement la vie des gens. Une victoire pour une proposition que nous portons depuis plus de vingt ans!

Deux points noirs de la campagne. D'abord, les organisations politiques et syndicales n'ont pas su construire une campagne à partir des personnes concernées par les bas salaires pour rendre concrètes leurs conditions et leur permettre de s'auto-organiser et s'approprier cette bataille. Ensuite, cette campagne a eu une grande peine à rendre clair que le salaire minimum bénéficie à l'en-

semble des salarié·es et renforce la position de l'ensemble de la classe des travailleur·ses, même si l'avancée reste très modeste.

Se battre pour un salaire minimum vaudois

Sans l'initiative législative, pas de vrai salaire minimum le 1^{er} janvier 2027. Le Conseil d'État a désormais un délai de six mois pour proposer un projet de loi. Le cadre de l'initiative constitutionnelle est clair : « *L'État institue un salaire minimum applicable en principe à tous les secteurs économiques* ». Mais, compte tenu du rapport de force au niveau cantonal, rien de garanti qu'il ne jouera pas la montre. Surtout, il faut s'attendre à ce qu'il cherche une nouvelle fois à limiter au maximum la portée de cette avancée sociale.

Ensemble à Gauche aura donc pour objectif de défendre un vrai salaire minimum au parlement vaudois. Contre la logique Ettlín du contre-projet qui veut faire primer les CCT. Pour une indexation annuelle automatique et pleine. Pour un montant de départ digne.

Continuer la campagne dans les villes

Les résultats se caractérisent aussi par une distinction claire entre ville et campagne. Partout où Ensemble à Gauche est implanté, l'initiative a fini largement devant le contre-projet. Dans les villes de Nyon, Morges, Yverdon-les-Bains, Vevey, Montreux et Lausanne, le salaire minimum a donc une forte légitimité démocratique.

Or, le 10 juin, le Tribunal fédéral a rendu un arrêt qui atteste que les communes sont compétentes pour mettre en place un salaire minimum sur leur territoire. Devant l'absence d'une loi d'application du salaire minimum vaudois, une nouvelle voie s'est ouverte : les communes qui le souhaitent peuvent mettre en œuvre un salaire minimum à leur niveau.

Ensemble à Gauche s'engage donc à promouvoir des initiatives analogues dans un maximum de communes. À Lausanne, l'initiative constitutionnelle a obtenu plus de 65 % et la législative presque 63 %. Forte de sa représentation

RÉFÉRENDUM CONTRE ETTLIN

Le 1^{er} juin 2026, la majorité de droite et bourgeoise du Conseil national a accepté le projet de modification de la Loi sur les conventions collectives de travail (LCCT).

À l'origine, Erich Ettlín, député du Centre et un des lobbyistes les plus fervents du patronat suisse. Elle fera primer les CCT étendues sur les salaires minimaux cantonaux. solidaritéS participe à la récolte de signatures!

UNE LONGUE HISTOIRE

SolidaritéS a participé à la bataille pour l'établissement de salaires minimums dans plusieurs cantons.

À Neuchâtel dès 2006 jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi cantonale 10 ans plus tard.

À Genève, solidaritéS avait déposé seul plus de 12 000 signatures pour que le peuple puisse se prononcer une première fois, puis participé activement à la deuxième initiative qui a connu un dénouement heureux en 2020.

Dans le canton de Vaud, nous avons porté ce sujet dès 2007, avec une première votation en 2011 qui avait déjà failli réussir (49 % de oui).

renforcée au Conseil communal, EàG Lausanne interviendra dès la reprise des séances plénières au mois d'août pour demander la mise en œuvre rapide d'une déclinaison communale de l'article constitutionnel sur le salaire minimum.

Guillaume Matthey

Lausanne, 1^{er} Mai 2026



Marco Lopez

PARLONS PRISONS: DEDANS DEHORS, CONTRE L'ENFERMENT

Alors que les politiques pénales semblent être de plus en plus répressives et que les paniques morales autour d'une prétendue hausse de la criminalité se multiplient, le collectif genevois Parlons Prisons sort un livre qui propose de remettre au centre du débat la voix des concerné-es, c'est-à-dire les détenu-es et leurs proches. Entretien avec un membre du collectif.

Peux-tu nous présenter le collectif Parlons Prisons ?

Parlons Prisons est un collectif basé à Genève qui existe depuis 2021 et qui se mobilise en soutien aux personnes détenues et à leurs proches dans une perspective abolitionniste. Il essaye à la fois de combiner le soutien concret et matériel aux détenu-es et à leurs proches, ce qui nous semblent être une urgence tout en maintenant une position de fond abolitionniste, c'est-à-dire contre toute forme d'enfermement.

Comment est née l'idée de cet ouvrage, et quels objectifs poursuivez-vous à travers sa publication ?

L'idée du livre était de redistribuer la parole tout simplement. Sur les questions pénales, il y a les acteurs institutionnels, la police, les procureurs, etc. qui prennent souvent beaucoup de place et on entend très rarement les voix des personnes détenues et de leurs proches. La démarche était donc de transmettre ces paroles via un livre, qui à notre sens, leur redonne un peu de dignité, et qui on l'espère, permettra qu'elles soient davantage entendues.

Les personnes détenues et leurs proches sont des expert-es malgré elles-eux de ce qu'ils vivent, et si on veut comprendre ce que sont les politiques pénales et la prison, c'est d'abord vers ces personnes-là qu'il faut se tourner.

On souhaitait aussi montrer à quoi ressemble l'enfermement en Suisse et pointer le fait qu'il existe différents groupes sociaux

qui sont surcriminalisés. Il y a évidemment les étranger-es sans permis de séjour, très majoritairement originaires des anciennes colonies européennes et des marges raciales du continent européen, qui sont des personnes qui sont massivement surincarcérées en Suisse.

Il y a aussi des personnes qui sont objets d'un diagnostic psychiatrique, souvent enfermées sous mesure thérapeutique. Les personnes pauvres sont aussi ciblées par les politiques pénales.

On souhaitait aussi donner la parole aux proches, qui sont souvent des personnes oubliées quand on parle de la prison. La prison impacte non seulement la personne détenue, mais aussi sa famille, ses relations amoureuses ou encore amicales, qui sont fortement mises à contribution dans l'expérience de l'enfermement.

Si les détenu-es sont une vaste majorité d'hommes, à hauteur d'environ 96 % en Suisse, les proches de détenu-es, qu'on va retrouver en nombre devant les prisons aux horaires de parloirs, sont quant à elles majoritairement des femmes, des mères, des sœurs, des petites copines, qui font tout un travail de soutien matériel et émotionnel pour les détenu-s.

En résumé, on souhaitait donner la parole à toutes ces personnes, pour donner à comprendre ce que c'est que l'enfermement ici, et de quelle manière il participe à reproduire des structures, des hiérarchies sociales qui envoient toujours les

mêmes derrière les barreaux, et qui offrent toujours aux mêmes le privilège de l'innocence.

Le livre retrace des récits qui ont lieu spécifiquement à la prison genevoise de Champ-Dollon. Peux-tu revenir sur les spécificités de l'incarcération dans cette prison, décrite comme particulièrement répressive ?

Effectivement, la prison de Champ-Dollon est un peu particulière est spécifiquement connue pour sa vétusté et sa surpopulation chronique. Il y a eu des périodes particulièrement sombres en 2014 où la surpopulation a atteint plus de 200 %, jusqu'à 220 %. La prison comporte des cellules surpeuplées, qui étaient originellement prévues pour trois personnes, et qui ont été transformées en cellules pour quatre, cinq, parfois jusqu'à six personnes. Des hommes et des femmes y sont enfermés 23 heures sur 24.

En ce moment, avec les canicules qu'on traverse, on pense très fort à toutes ces personnes qui sont enfermées dans des cellules surpeuplées et surchauffées sans aucun moyen de se rafraîchir. En hiver, à l'inverse, les cellules sont glaciales. Les vestiaires sociaux qui sont censés exister ne permettent pas toujours aux détenus d'avoir des vêtements suffisamment chauds en hiver.

Les conditions de détention de Champ-Dollon sont donc extrêmement violentes, psychologiquement et physiquement. Cela étant, il y a d'autres prisons tout

aussi terribles en Suisse. Et même lorsque les conditions de détention sont meilleures ailleurs, c'est le fait même de mettre une personne derrière les barreaux et de lui enlever sa liberté qui constitue le problème.

Le texte fondateur du collectif, publié dans le livre, pose une question centrale : à quoi servent réellement la prison et la justice pénale ? Peux-tu revenir sur ces fonctions ?

Nous partons du constat que dans le débat public, on attribue généralement quatre fonctions à la prison, qui justifient son existence. Elle dissuaderait les gens de commettre des infractions, elle neutraliserait des personnes dangereuses, elle permettrait de réinsérer les personnes supposément désinsérées et finalement, elle permettrait de punir les personnes qui mériteraient de l'être.

Maintenant, toute personne qui connaît un peu la prison sait très bien qu'elle ne réinsère pas. La prison au contraire désinsère, c'est-à-dire qu'elle prend des personnes qui sont, d'une manière ou d'une autre, inscrites dans des relations sociales et les coupe de ces liens-là. Elle fait aussi perdre des emplois aux gens qui en ont.

Ensuite, il y a l'idée que la prison permettrait de neutraliser des personnes dangereuses. Évidemment, c'est un argument qui ne tient pas la route non plus. On sait très bien, en observant les taux de récidive, que la prison crée plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Et puis, il y a l'argument de la dissuasion, c'est-à-dire l'idée qu'il faudrait des politiques très dures et violentes pour dissuader les gens de commettre des infractions. En fait, les études montrent très bien que ça ne marche pas, en particulier pour les infractions dites graves, les meurtres par exemple.

Par contre, ce que fait très bien la prison, c'est punir, c'est-à-dire infliger des souffrances à des personnes qui supposément le méritent. Notre position là-dessus part d'un regard un peu plus philosophique sur ce qu'est la punition. Dans le livre, il y a cette phrase qui dit que la punition, c'est en substance la forme que prend la violence quand c'est les puissants qui l'infligent. Punir, c'est un geste qui peut être imposé uniquement par une personne qui est dépositaire de l'autorité et d'une forme de pouvoir dans une situation. Seul le dominant punit. La prison punit donc bien, oui, mais elle ne reflète que la violence des puissants.

Quelle place occupe le travail en prison aujourd'hui, et quelles fonctions remplit-il selon toi ? Que révèlent les témoignages à ce sujet ?

En théorie, dans le droit suisse, le travail est obligatoire en prison, il fait partie de la peine. Dans la plupart des établissements d'exécution de peine en Suisse, les détenu-es travaillent. En détention préventive, c'est beaucoup moins le cas. À la prison de Champ-Dollon, c'est encore moins le cas à cause de la surpopulation carcérale.

Le travail en prison est ambivalent parce que, de fait, il permet quand même aux détenus qui travaillent de sortir de leurs cellules, de bénéficier d'un petit pécule de rémunération lié au travail qui leur permet souvent de subvenir à des besoins très basiques, comme l'achat de nourriture ou de carte téléphonique. D'un autre côté, les conditions de travail en prison sont extrêmement violentes, et ne correspondent évidemment pas aux normes du droit du travail, qui n'existe d'ailleurs pas pour les détenu-es.

La rémunération du travail des détenu-es en Suisse, c'est généralement aux alentours de 3,50 francs par heure. Ce sont parfois des jobs liés au fonctionnement de la prison, du type cuisine, blanchisserie, etc., qui permettent à l'administration de la prison de faire des économies en utilisant le travail forcé des détenu-es.

Par ailleurs, on sait qu'il existe des contrats très variés entre des employeurs privés ou des clients privés et des prisons. Pour nous, c'est un gros problème, considé-

rant le fait que c'est sur du travail forcé et une main d'œuvre captive que reposent les bénéfices d'acteurs privés. Il y a donc une forme d'exploitation particulièrement violente de la situation de cette main d'œuvre qui est maintenue dans une exploitabilité totale.

Le dernier rapport de la Commission nationale de prévention de la torture, sorti le 29 juin dernier, souligne des taux d'occupation très élevés, dépassant les seuils critiques fixés par le Conseil de l'Europe. Comment interprétez-vous ces données de surpopulation, notamment pour les cantons comme Genève ou Vaud ?

Les cantons de Genève et Vaud sont connus en Suisse pour avoir des politiques pénales particulièrement sévères et incarcératrices, plus que d'autres cantons alémaniques notamment. Évidemment, l'idée de construire de nouvelles prisons revient en permanence dans le discours médiatique et politique. À notre sens, c'est une fuite en avant qui ne va faire qu'exacerber le problème. L'histoire montre que plus on construit de places, plus on incarcère.

Le problème, c'est la surincarcération ou la logique d'incarcération elle-même. Actuellement, en Suisse, l'essentiel des personnes qui sont incarcérées le sont pour des petites peines qui sont liées à de petites infractions, indirectement liées à la situation sociale des personnes qui les commettent.

La solution pour nous est évidemment tournée vers un horizon abolitionniste. En attendant un grand basculement, on peut viser des réformes non-réformistes permettant d'aller vers un futur sans prison, où l'on traite les problèmes sociaux et la violence qui existe dans notre société d'une autre manière qu'en infligeant d'autant plus de violence aux personnes détenues, et à leurs proches. Concrètement, ça veut dire décriminaliser certains comportements. On peut penser, par exemple, à tout ce qui est lié à la consommation de stupéfiants, qui est un vieux thème de la gauche. Les politiques anti-drogues sont évidemment un prétexte pour taper sur les classes les plus pauvres. On peut penser à décriminaliser l'immigration. Il y a énormément de terrains de lutte à investir pour faire reculer l'État pénal.

Quelles formes de mobilisations existent aujourd'hui, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons ?

À l'intérieur, il y a des mobilisations permanentes. En prison, les détenu-es sont en lutte quotidienne pour le respect de leurs droits, pour l'amélioration de leurs conditions de détention, que ce soit sur un terrain judiciaire ou dans la confrontation directe, par exemple via des pétitions, des refus de retourner en cellule, ou des grèves dans les ateliers.

Il y a beaucoup de mouvements au sein des prisons suisses dont on entend peu parler à l'extérieur, et

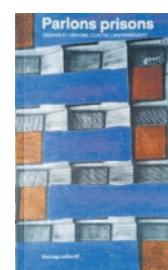
c'est aussi une des raisons d'être de notre collectif. On essaie justement de relayer ces mouvements et de créer de la solidarité entre l'intérieur et l'extérieur. Bien souvent, les mouvements de détenus restent étouffés entre les murs de la prison, et les groupes politiques organisés à l'extérieur ne se tournent que trop peu vers ce type de population, qui sont un peu les oubliés.

Même au sein de la gauche, il y a souvent un mauvais traitement politique des questions liées à la détention et à la situation des détenu-es. Parfois, la gauche donne l'impression d'accréditer l'idée que les personnes enfermées le méritent. L'horizon de notre lutte est de créer cette solidarité entre l'intérieur et l'extérieur. C'est pour nous le seul moyen de créer une pression effective sur les responsables de cette situation.

Un mot de la fin ?

À tou-tes les détenu-es et à leurs proches : nous sommes ensemble, jusqu'à la fin des prisons.

Propos recueillis par Inès le Gris



Collectif, Parlons prisons, Dedans dehors, contre l'enfermement, auto-édité (commande sur parlonsprisons @riseup.net)



La prison de Champ-Dollon est connue pour sa vétusté, sa surpopulation chronique et les conditions climatiques extrêmes lors des canicules.



François Graf / Strates

Rassemblement devant les bureaux du promoteur immobilier Bernard Nicod contre l'expulsion d'un immeuble de l'avenue Druey, où des personnes précaires avaient trouvé un toit. Lausanne, 7 mars 2026.

Social Logement Santé Vaud

À LAUSANNE, UNE GESTION INDIGNE DE LA PRÉCARITÉ

Entre restriction d'accès aux structures, sous-dotation en moyens et lieux d'hébergement, le domaine du bas-seuil lausannois subit des attaques intolérables.

Le 19 mai 2026, le Conseil communal de la Ville de Lausanne a voté contre l'inconditionnalité d'accès aux espaces de consommation sécurisés (ECS), restreignant l'accès aux seules domiciliées du Canton, sauf exceptions bien réglementées. Ce vote, qui coûtera vraisemblablement la vie à des personnes qui consomment des substances psychoactives, a été souhaité et proposé par le PS, qui s'allie au PLR et à l'UDC, validant leur rhétorique sécuritaire, classiste et raciste.

Lutte contre les pauvres

Agitant le spectre fantasmé de « l'appel d'air » pour justifier un démantèlement du dispositif et réduire son attractivité, la politique sécuritaire donne des réponses simples à des problématiques complexes. Il est pourtant documenté que les politiques sécuritaires sont un échec cuisant. Par exemple, la criminalisation de la mendicité

en centre-ville n'a eu pour effet que de la délocaliser, d'appauvrir encore plus les personnes sans solution de gains et d'augmenter les violences policières et institutionnelles à leur rencontre.

De la même manière, la pénurie organisée d'hébergements d'urgence pour les personnes à la rue les amène à se tourner vers des squats. Mais ces espaces autogérés sont de plus en plus criminalisés. La Ville profite à bon compte de ces structures, qui hébergent des personnes sans-abri, mais n'offre aucune autre solution lorsqu'elles ferment. Fin mai, ce sont plus de 150 personnes qui ont été expulsées de deux immeubles. À la rue, elles se sont tournées vers un réseau bas-seuil saturé et sous-doté.

L'idée de mettre un terme au programme cantonal de distribution et d'échange gratuit de matériel stérile pour la consommation de drogue illustre également l'absence de réflexion de

fond sur les politiques de santé publique. De tels choix politiques n'ont jamais eu pour conséquence la diminution de la consommation, mais seulement l'augmentation de l'exposition aux risques sanitaires qu'encourent les personnes consommateur·ices.

Sur le plan économique, cette décision est tout aussi irrationnelle. Les économies réalisées sur la distribution de matériel stérile se reporteront à terme sur le système de santé, qui devra prendre en charge davantage de situations plus complexes, donc coûteuses. En éloignant les personnes usagères de drogues du dispositif socio-sanitaire, cette politique accroît les risques sanitaires et alourdit, à terme, les coûts pour la collectivité.

Tri de la pauvreté

Mais le vote du 19 mai, comme la municipalisation de la fondation À Bas Seuil (ABS), qui s'engage

dans la réduction des risques, ou l'instauration, il y a une dizaine d'années, d'un système de catégorisation pour l'accès aux hébergements d'urgence, représentent des attaques d'un autre type. En s'en prenant directement aux fondamentaux du bas-seuil, la Ville vide les espaces d'accueil de leur substance, tout en affichant qu'elle propose des prestations – largement insuffisantes.

Dans un communiqué du 13 mai, le collectif syndical bas-seuil relève la contradiction entre la charte d'ABS, reposant sur l'accès inconditionnel, et un préavis de la Ville de Lausanne, introduisant des critères de tri. Les effets de critères d'accès seront en tous les cas bien concrets : rupture de confiance avec les usager·es, perte de contact, augmentation de la consommation non sécurisée. Des coûts humains dont il faudra tenir les autorités pour responsables.

« S'ils ferment des portes, ouvrons la lutte »

Face aux attaques contre le bas seuil, les professionnel·les du terrain se sont fédéré·es en collectif syndical bas-seuil au sein du Syndicat des services publics (SSP). Des dizaines de travailleurs sociaux et de travailleuses sociales se sont réunies pour élaborer des revendications communes.

Le collectif exige la fin du fichage et du tri pour les espaces d'accueil d'urgence (ECS, hébergement, etc.), une augmentation des ressources pour les politiques de réduction des risques, ainsi que l'ouverture de dispositifs d'urgence dans l'attente d'une véritable politique de *housing first* (logement d'abord) pour lutter contre le sans-abrisme en offrant durablement un toit et un accompagnement.

Ces revendications reposent sur une expertise de terrain construite par des décennies d'engagement régional et une riche littérature scientifique, à laquelle la Haute école de travail social de Lausanne (HETSL) a contribué. Le collectif syndical a obtenu que les autorités municipales et cantonales entrent en discussion sur des mesures spécifiques et l'établissement d'un plan d'action en concertation avec le collectif.

Le défi reste entier pour que l'expertise du collectif ne soit pas reniée, comme l'a fait le PS en soutenant l'introduction de critères d'accès aux ECS.

Timothée Chételat

CONSTRUIRE UN FRONT ANTIFASCISTE LE PLUS LARGE POSSIBLE

Les 27 et 28 juin derniers, le NPA-l'Anticapitaliste a tenu une conférence nationale pour décider de la manière dont le parti s'investirait dans la campagne présidentielle de 2027 en France. Après trois campagnes consécutives, le parti ne présentera pas de candidat.e.

Quelles étaient les options sur la table pour le NPA-l'Anticapitaliste vis-à-vis des élections présidentielles françaises de 2027 ?

La grande question de notre conférence nationale était de savoir si nous allions présenter une candidate ou pas. Une partie des militant·es défendait effectivement une candidature en propre du NPA-l'Anticapitaliste.

À côté de ça, il y avait d'autres options, dont les deux principales étaient opposées à une candidature portée par le parti. La différence était qu'une des deux plateformes insistait sur la nécessité de construire, à côté d'un engagement électoral, un engagement aussi dans les luttes par la construction d'un front antifasciste large.

Quels éléments ont conduit à écarter l'idée d'une candidature autonome ?

Plus des trois quarts des militant·es ont voté contre une candidature autonome. La raison est simple : elle tient au contexte. L'analyse très largement partagée dans le parti, c'est qu'on va vivre une année très particulière. Pour la première fois dans l'histoire de France, un parti fascisant, le Rassemblement national, est en mesure de prendre le pouvoir. La situation est d'autant plus grave que la constitution de la 5^e République donne au président des pouvoirs tout à fait exceptionnels, dont Macron n'a utilisé qu'une petite partie.

Alors qu'on avait les moyens de tenter de mettre en place une candidature, tout cela nous a amené à penser que ce n'était pas la meilleure option et que la priorité était de construire, dans les urnes comme dans les luttes, un front de résistance large à la possibilité d'une victoire de l'extrême droite.

Comment est-ce que le NPA envisage concrètement son intervention politique dans cette campagne, notamment vis-à-vis des candidatures existantes à gauche ?

Le constat que nous faisons aujourd'hui, c'est qu'il n'y a qu'une seule candidature à gauche qui a les moyens d'arriver au second tour et donc l'espoir de vaincre la candidature du Rassemblement national. Cette candidature, c'est celle de Jean-Luc Mélenchon.

Les derniers mois ont montré qu'à gauche, il n'y avait pas de véritable alternative à cette candidature – c'est-à-dire une candidature qui aurait des chances de battre l'extrême droite, tout en portant un véritable programme de gauche. Pour cette raison, nous avons décidé d'engager des discussions avec La France Insoumise (LFI) pour voir de quelle manière on pourrait participer à une campagne.

L'enjeu aussi, pour nous, c'est de faire en sorte que cette campagne, qui s'est mise en place de manière très verticale sur une décision de Mélenchon lui-même et sans dis-

cussion collective, puisse donner lieu à une mobilisation large qui dépasse LFI.

Nous allons y participer avec d'autres forces puisqu'il y a beaucoup d'autres organisations qui, à un moment ou un autre, vont se poser la question de rejoindre cette campagne et d'essayer d'y impulser une dynamique populaire. Nombre de militant·es ne rentreront probablement pas dans les comités électoraux de LFI – parce que ce sont des syndicalistes ou des militant·es associatif·ves qui ne veulent pas soutenir une candidature en particulier par exemple.

Fondamentalement, notre politique, c'est d'essayer, indépendamment de ce qui se passe lors des élections, de mettre en place sur le terrain des comités contre l'extrême droite. C'est nécessaire pour être en capacité aujourd'hui d'organiser des militant·es qui s'interrogent tout·es sur ce qui va se passer demain. Si l'extrême droite arrive au pouvoir, de tels comités larges pourraient permettre d'animer une résistance.

Dans la presse, la déclaration du NPA a été présentée comme un ralliement pur et simple à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Comment se positionne le NPA-A vis-à-vis de LFI ?

Concernant les médias, il n'y a pas de surprise. Quoi que tu envoies à la presse, la seule chose qui l'intéresse, c'est ta position électorale. Tout est interprété dans les termes du jeu politique. En bref, il est effectivement dit que « le NPA se rallie à Mélenchon » alors que notre position est plus nuancée et compliquée que ça. Mais c'est le jeu des médias.

Le NPA-A est un parti indépendant, qui porte une vision critique des orientations de LFI, avec des divergences politiques importantes sur les questions démocratiques, sur les questions internationalistes, mais aussi sur la question unitaire par exemple. Nous maintenons ces critiques, qui n'ont jamais été cachées de toute façon.

Notre objectif, c'est de sortir de la seule logique électoraliste pour animer des dynamiques militantes plus larges. Cela passera par une activité de terrain de nos comités. Nos militant·es sont prêts à s'investir dans ce travail : notre déclaration du 28 juin a été votée par 100 % de nos délégué·es – c'est la première fois que la déclaration d'une de nos Conférences nationales est votée à l'unanimité. Cela traduit une forte conscience des enjeux politiques de la période parmi nos camarades. L'enjeu, désormais, c'est de mettre en œuvre cette énergie militante. Pour ça, nous pouvons nous inspirer de ce que nous avons fait en 2024 sur le Nouveau Front Populaire, car cette expérience rappelle que la victoire de l'extrême droite n'est jamais inéluctable.

Propos recueillis par Antoine Dubiau ■

La déclaration finale de la conférence du NPA-A a été acceptée à l'unanimité. Paris, 28 juin 2026.



EXTENSION DE LA RÉACTION EN AMÉRIQUE LATINE

L'élection de justesse de la très droite Keiko Fujimori à la présidence du Pérou et celle de l'homme d'affaires d'extrême droite Abelardo de la Espartero en Colombie ne peuvent plus être considérées comme une série d'incidents nationaux isolés.

La montée de l'extrême droite en Amérique latine est un phénomène de fond, souvent porté par des personnalités en marge du système traditionnel de représentation politique, comme ce fut le cas pour Javier Milei en Argentine, Jair Bolsonaro au Brésil et dont de la Espartero est le dernier exemple en Colombie.

Cependant, les gouvernements d'Antonio Kast au Chili, de Rodrigo Paz en Bolivie, de Daniel Noboa

en Équateur ou de Nayib Bukele au Salvador font également partie de cette nouvelle droite.

Ces offensives sont l'expression régionale d'un phénomène mondial. La crise multiple du néolibéralisme – économique, sociale, écologique et de légitimité – a brisé le consensus libéral-démocratique et a permis l'émergence de projets réactionnaires capables de mobiliser de larges secteurs des classes subalternes.

Durcissements discursifs

Le durcissement des discours, que l'on observe chez ces dirigeants politiques, visent l'élimination symbolique et matérielle des « *maux* » qui seraient en train de détruire la société.

Sont qualifiés de « *maux* », les collectifs sociaux organisés pour répondre aux revendications des secteurs les plus démunis, les partis politiques et les individus considérés comme de gauche, les mouvements sociaux, de défense des droits de l'homme, écologistes, autochtones, féministes et LGBT, les paysans, les syndicats et même certains secteurs de la droite, entendue comme républicaine. Les attaques sont virulentes et, coordonnées dans de nombreux cas.

Si les discours des nouvelles forces d'extrême droite se drapent de couleurs nationales, ils ont toutefois des points communs : un nationalisme exacerbé ; l'ouverture du pays aux multinationales (une contradiction qui ne semble pas être gênante) ; le démantèlement des lois susceptibles de protéger la nature de l'exploitation ou de la pollution ; le déni du changement climatique ; le racisme à l'égard des étranger-es (en Amérique du Sud, l'émigration interrégionale est très importante) ; la destruction systématique du secteur public et des systèmes de protection sociale, symbolisée par la tronçonneuse de Milei.

Les secteurs sociaux qui ont porté ces acteurs-trices au pouvoir sont les élites dominantes réactionnaires de chaque pays, liées à l'administration Trump et au secteur des hautes technologies, plutôt qu'aux systèmes productifs nationaux. Leur soutien s'étend également dans les classes moyennes en décomposition, ainsi que dans une large frange des classes populaires et ou-

vières n'ayant pas d'emploi stable, qui vivent dans une précarité totale. Ces couches sont peu organisées politiquement et ainsi très perméables à l'idéologie individualiste et réactionnaire du « *chacun pour soi* ».

La gauche au pouvoir, à la dérive et désorientée

Le soi-disant cycle progressiste en Amérique latine touche à sa fin ; il n'en reste qu'un pâle souvenir au Brésil. Les rêves bolivariens du « *bien vivre* » et de l'intégration régionale, appartiennent désormais au passé.

Les gouvernements de la Bolivie, de l'Équateur, du Venezuela ou du Brésil se sont montrés incapables de répondre aux revendications des classes populaires. Les causes de la dépendance séculaire vis-à-vis de l'empire n'ont pas été abordées, pas plus que réformes structurelles profondes susceptibles d'améliorer la vie des classes subalternes, qui auraient nécessité de s'opposer aux classes dominantes.

Ce furent des gouvernements aux programmes de réformes minimaux et dépourvus de participation populaire. Ils auraient dû s'appuyer sur les organisations de base pour élargir le soutien à leurs programmes et en approfondir la portée. Seul le président colombien sortant Gustavo Petro a cherché à articuler les propositions au Congrès et la pression exercée par les mobilisations.

Que faire ?

Les résultats au Pérou et en Colombie montrent le prix à payer lorsqu'on n'y parvient pas à temps. Mais les défaites électorales ne signifient pas pour autant des défaites politiques, comme nous l'avons vu en Bolivie et comme on le verra peut-être en Colombie, où le mouvement social, syndical et politique est très fort.

Les soulèvements survenus récemment en Bolivie, au Pérou et au Chili montrent que les conditions sont réunies pour organiser la résistance. Il appartient désormais aux forces antifascistes de trouver les accords nécessaires pour mettre en place la contre-offensive. La tâche prioritaire consiste à construire l'unité nécessaire pour barrer la route à la réaction, sans pour autant renoncer à l'indépendance politique de la gauche. Cette combinaison d'unité antifasciste et d'indépendance de classe est la seule qui puisse, à la fois, freiner la droite et reconstituer progressivement la force du camp populaire.

Vanessa Dourado (ATTAC Argentine / Ecosocialista, Brésil)
Juan Tortosa



Le président élu de Colombie Abelardo de la Espartero lors de la campagne électorale, 16 mai 2026.



Tronçon de la « nouvelle gauche », 1^{er} Mai 1970, Zurich.

Wilhelm Willli / Arbeiterfotobund Zürich / Sozialarchiv

de ses opposants), va se transformer en une révolution anti-bureaucratique de masse dans la jeunesse, puis dans la classe ouvrière urbaine avec la création de « communes » qui deviennent les nouveaux organes de décision. La situation devient incontrôlable pour la bureaucratie, toutes factions confondues. Mao s'était assuré de l'appui de l'armée (ALP) avant de se lancer, mais une répression frontale des gardes rouges paraît irréalisable.

La fuite et la mort du chef de l'armée Lin Biao en septembre 1971 sonne le glas de la GRC. Des compromis entre fractions rivales négocieront une pacification interne.

Impact international de la GRC

L'influence de la « Révolution culturelle » va dépasser les frontières de la Chine et trouver des oreilles attentives parmi les révoltés en Europe, aux États-Unis et d'autres parties du monde. Son influence politique sur de nouveaux courants politiques sera indiscutable, car ce mouvement répond à de nouvelles interrogations radicales, à la recherche d'un nouveau révolutionnaire, d'une nouvelle interprétation du marxisme et de la critique de la société de consommation capitaliste.

Le modèle maïste va engendrer beaucoup d'espoirs, la figure du président Mao fera l'objet d'un fort culte de la personnalité, rejoignant celui de Staline, et pas seulement dans la forme. La large diffusion des pensées de Mao dans le *Petit livre rouge* en sera un des instruments, en Chine et dans le monde. Mais rapidement beaucoup de désillusions vont naître lorsque sont connues les réalités brutales et répressives provoquées par la GRC et les comportements autoritaires de ses leaders. D'ailleurs, cette rhétorique révolutionnaire est davantage influencée par la figure de Staline que par un retour aux sources du marxisme. Plus tard, la pensée de Mao va inspirer les horreurs des Khmers rouges au Cambodge ou du « Sentier lumineux » au Pérou.

Après le décès de Mao en 1976, les règlements de comptes internes et la lutte contre les oppositions dans la société ou dans le PCC se feront avec les méthodes plus traditionnelles du maintien de l'ordre bureaucratique, n'hésitant pas à faire usage de la force militaire. Comme sur la place Tien Anmen en 1989, sous le portrait géant de Mao Zedong.

José Sanchez

Histoire International Formation Chine

IL Y A 60 ANS, LA GRANDE RÉVOLUTION CULTURELLE

Déclenchée par Mao Zedong en 1966, la « Grande Révolution culturelle » bouleversera la Chine durant des années. Son influence dépassera les murailles chinoises pour répandre ses concepts dans le reste du monde, paraissant comme une alternative à la « coexistence pacifique » développée par l'URSS. Paradoxalement, elle conduira à un rapprochement avec les USA en pleine guerre du Vietnam en février 1972.

En ce début des années 1960, la situation de la République populaire de Chine (RPC) est délicate. Sur le plan intérieur, le pays et la population se remettent difficilement des conséquences de la politique du « Grand bon en avant », impulsée par Mao.

Celui-ci avait convaincu les instances du Parti communiste chinois (PCC) de lancer une phase de croissance industrielle qui concernait l'agriculture, l'industrie légère et l'industrie lourde. Dans ce dernier domaine, les ambitions colossales étaient affichées. L'augmentation de la production tous azimuts devait permettre de rattraper l'Angleterre en l'espace de dix ans.

Les conséquences de ce volontarisme furent catastrophiques, désorganisant la production agricole et provoquant de graves pénuries. Amplifiée par des catastrophes naturelles, cette période provoqua de grandes famines

et bien sûr des critiques dans le PCC contre cet aventurisme économique.

La rupture avec l'URSS

La critique des crimes de Staline et la pratique de la « coexistence pacifique » (le statu quo mondial) par l'URSS avaient éloigné le PCC du « mouvement communiste international », dont il revendiquait la direction politique. L'URSS rompit ses relations avec la RPC en 1960. L'aide industrielle cessa brusquement, isolant davantage le régime chinois, alors que le pays vivait sur une base essentiellement agricole et avait besoin d'assistance.

Ces échecs vont marginaliser Mao au sein du PCC. Pour revenir au centre du pouvoir, Mao et ses partisans lancent en 1966 une mobilisation de masse, d'abord dans la jeunesse étudiante (les célèbres gardes rouges), sous la forme d'une critique radicale des institutions culturelles et de la so-

ciété chinoise traditionnelle, pour écarter impitoyablement les adversaires de Mao. Mieux connue comme la « Révolution culturelle » (GRC) l'impact et l'étendue de cette contestation interne vont bouleverser la RPC des années durant.

Les justifications de la GRC sont d'empêcher le retour du capitalisme et de la bourgeoisie. Ces motifs paraissaient infondés. Les inégalités économiques dans les campagnes, les privilèges dans le PCC et l'appareil d'État montraient de réelles différenciations sociales mais ne préparaient pas une restauration du capitalisme. Par contre, ces situations alimenteront une profonde colère contre les privilèges et le conservatisme de la bureaucratie du PCC.

Une dynamique de masse

En peu de temps, la GRC prévue par Mao comme un mouvement dirigé par sa fraction et aux objectifs limités (la liquidation

REGARD HISTORIQUE SUR L'ESSOR DU NÉOLIBÉRALISME EN SUISSE

L'historien Hadrien Buclin – par ailleurs militant et élu de solidarités à Lausanne – édite un ouvrage collectif, réunissant les contributions de onze chercheur·ses, à propos de l'essor du néolibéralisme qui a marqué la politique suisse au tournant des 20^e et 21^e siècles (*La Suisse, espace privilégié du néolibéralisme*, Bâle, Schwabe, 2026). Nous nous sommes entretenus avec lui sur cette évolution qui pèse encore de tout son poids aujourd'hui.

La Suisse est de très longue date dominée par des forces libérales-conservatrices. Il n'est donc pas vraiment étonnant qu'elle puisse être qualifiée à la fin du 20^e siècle d'« espace privilégié du néolibéralisme », pour reprendre le titre de cet ouvrage collectif. Y a-t-il donc vraiment un tournant néolibéral en Suisse ? Ne devrait-on pas plutôt parler d'une forme de continuité ?

Il est vrai que, dans l'après-guerre, la Suisse se démarque des pays voisins par une politique libérale-conservatrice caractérisée par un développement plus limité de l'État social et par l'absence de nationalisations. Cela s'explique notamment par l'alliance politique solide entre représentants de la grande industrie et des banques et ceux de la grande paysannerie, alliance qui relègue les gauches, toutes tendances confondues, dans une position nettement minoritaire. Ce modèle libéral-conservateur helvétique sera d'ailleurs loué par des théoriciens néolibéraux qui, dans l'après-guerre, évoluent à contre-courant face au développement de l'État social et aux nationalisations en Europe occidentale.

Ces théoriciens sont soutenus par le grand patronat helvétique et bénéficient d'un excellent accueil en Suisse. Le patronat appuie, entre autres, la création de la fameuse Société du Mont-Pèlerin en 1947. Par la suite, une figure clé du tournant néolibéral à l'échelle internationale, la Britannique Margaret Thatcher, entretient des liens privilégiés avec des ténors de la politique économique suisse,

comme le président de la Banque nationale suisse Fritz Leutwiler.

Le tournant néolibéral en Suisse ne se concrétise donc pas par une rupture spectaculaire. C'est fort différent en Grande-Bretagne par exemple, où le gouvernement Thatcher impose un programme de privatisations et de dérégulations, à partir de 1979, au prix d'un bras de fer très dur avec le mouvement syndical.

Malgré tout, la thèse que je défends dans l'introduction de ce volume collectif est qu'il serait excessif d'envisager la politique suisse des années 1990 et 2000 uniquement sous le signe de la continuité. En 1991, un manifeste connu sous le nom de livre blanc, signé en particulier par de dirigeants de multinationales comme Nestlé et UBS, réclame un tournant néolibéral en Suisse.

Or les revendications qui y sont développées sont en large partie concrétisées durant les années suivantes, par une succession rapide de réformes : libéralisation des télécommunications et du marché agricole, allègements fiscaux pour les entreprises, augmentation de l'âge de départ en retraite, restrictions des droits aux assurances sociales, flexibilisation de la loi sur le travail, introduction d'un frein à l'endettement pour contenir les dépenses publiques, etc.

Tu situes ce tournant dans les années 1990–2000. Mais en 1979 déjà, le Parti radical-démocratique fait campagne pour les élections fédérales avec le slogan « Moins d'État, plus de liberté ». Comment inter-

préter ces propos ? Sont-ils les premiers signes du « néolibéralisme » ?

Une première inflexion significative se produit en effet à la suite de la crise économique qui éclate brusquement en 1974, interrompant trois décennies de très forte croissance. En réaction à celle-ci, les organisations patronales, dans le but de maintenir les profits des entreprises, adoptent une attitude plus dure et incitent avec succès les partis bourgeois à en faire de même, comme l'illustre ce slogan popularisé par le Parti radical-démocratique. Résultat : alors que dans l'après-guerre, les milieux dirigeants avaient admis – quoiqu'à reculons et avec de nombreuses obstructions – une extension très progressive de l'État social, à partir de la deuxième moitié des années 1970 en revanche, toute amélioration des prestations sociales est combattue avec intransigeance.

Ensuite, durant les années 1980, les dérégulations et réductions de l'État social mises en œuvre notamment par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ou Ronald Reagan aux États-Unis, incitent les cercles dirigeants en Suisse à passer à l'offensive, ce qui conduit notamment au livre blanc de 1991 et à la succession de réformes qui s'ensuit.

Les transformations des grandes régions publiques fédérales (PTT, CFF) en sociétés anonymes se sont aussi accompagnées de la même transformation de certains services publics communaux et cantonaux (énergie, santé). Avec quelles conséquences ?

Tout d'abord, ces transformations font prévaloir une logique de mar-

ché qui prend le pas sur le contrôle démocratique et sur la fixation d'objectifs liés à l'intérêt public, comme par exemple le maintien de prestations de santé dans les régions périphériques. Ensuite, on peut y voir une forme de privatisation des bénéfices. Dans le cas des PTT, qui regroupe alors les services postaux et de télécommunication, ce dernier secteur y est rentable. Cette activité permet donc non seulement de soutenir les prestations postales, plus souvent déficitaires en raison d'une obligation de desserte de qualité jusque dans les régions périphériques, mais amène également un revenu à la Confédération.

Les milieux néolibéraux dénoncent à ce titre, durant les années 1990, une forme d'impôt déguisé sur l'activité économique. Ce n'est donc pas un hasard si c'est précisément la partie rentable de l'entreprise qui est partiellement privatisée en 1998, sous le nom de Swisscom. Pour les investisseurs, c'est un pari gagnant : l'action Swisscom, cotée 340 francs lors de sa mise sur le marché en 1998, s'envole à plus de 600 francs l'année suivante.

Pour les salarié·es de l'entreprise en revanche, l'évolution est beaucoup plus douloureuse puisqu'ils-elles perdent les droits liés au statut de fonctionnaires fédéraux, avec à la clé plusieurs milliers de suppressions d'emplois, justifiées par le nouvel environnement concurrentiel dans lequel évolue l'entreprise. Cette flexibilisation imposée aux salarié·es est une autre tendance de fond du

tournant néolibéral, y compris au sein des entreprises privées. Ainsi, au cours des années 1990, le temps de travail est annualisé et des acquis comme l'indexation automatique des salaires par rapport à l'inflation sont supprimés dans plusieurs conventions collectives de première importance, comme celle de Swissair, de la chimie ou de la construction.

L'absence de fortes mobilisations sociales au niveau fédéral pour freiner ou réduire les conséquences de certaines réformes d'inspiration néolibérale n'a pas été compensée par des mouvements revendicatifs syndicaux sectoriels ou cantonaux. Est-ce uniquement le résultat de l'hégémonie néolibérale ?

Cette hégémonie joue un rôle important : ainsi, dans le cas de la libéralisation des PTT, les milieux néolibéraux suisses invoquent les objectifs fixés à l'échelle internationale par l'Organisation mondiale du commerce pour présenter cette évolution comme une adaptation inéluctable. Au niveau suisse, cette hégémonie est consolidée par un réseau très dense et étroitement connecté, formé de journaux comme la *Neue Zürcher Zeitung*, de groupes de pression comme la Société pour le développement de l'économie suisse (intégrée aujourd'hui au sein de l'organisation du grand patronat economiesuisse), qui mobilise des moyens financiers considérables pour influencer l'opinion publique, de groupes de réflexion comme l'Institut libéral, d'écoles privées de commerce comme l'IMD à Lausanne, etc.

Le climat idéologique établi par ces milieux influence même des franges du Parti socialiste, comme l'illustre par exemple en 2001 le manifeste du Gurten. Celui-ci, lancé par des responsables du PS parmi lesquels la future conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, plaide pour que le parti accompagne les réformes néolibérales, en cherchant à les aménager plutôt qu'à s'y opposer frontalement.

Cela dit, il serait excessif d'affirmer que les promoteurs du néolibéralisme auraient pu imposer leur agenda sans aucune résistance. Certes, celles-ci n'ont pas pris la forme de grands mouvements sociaux, comme en Italie ou en France au milieu des années 1990, qui contraignent les gouvernements à des reculs significatifs.

Cependant, en Suisse aussi, des résistances se sont manifestées, parfois avec des résultats tangibles. De fortes mobilisations des paysannes se sont produites au cours

des années 1990 contre la libéralisation du marché qui met en péril les petites exploitations agricoles. Des grèves de grande ampleur en défense des services publics ont également éclaté à l'échelon régional, par exemple dans les cantons de Genève et Vaud. En 2002, la libéralisation du marché de l'électricité a été mise en échec à la suite d'un référendum lancé par la gauche radicale et l'aile gauche du PS. Sans ces résistances, la Suisse serait encore plus libéralisée aujourd'hui et, pour prolonger cet exemple concret du marché de l'électricité, les ménages auraient sans doute subi des hausses de prix vertigineuses à la suite de la guerre en Ukraine de 2022.

Sur la base de cette recherche, est-ce qu'il t'apparaît que la Suisse de 2026 s'inscrit toujours dans l'ère néolibérale qui s'affirme à partir des années 1980-1990 ou est-on entré dans une nouvelle période ?

Il est clair que la marche en avant triomphante du néolibéralisme des années 1990 et du début des années 2000, caractérisée notamment par la dérégulation impulsée sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, connaît des ratés à partir de la grande crise économique de 2008.

En Suisse par exemple, les autorités sont amenées à une brusque volte-face par rapport au principe défendu par les néolibéraux selon lequel les entreprises non rentables doivent disparaître au profit de celles plus concurrentielles ; le Conseil fédéral doit en effet voler au secours d'UBS après que cette banque a essuyé d'énormes pertes. Cela dit, à y regarder de plus près, une telle intervention, dès lors qu'elle ne s'accompagne pas d'une entrée de la Confédération au capital de la banque ou à sa direction, s'inscrit dans une logique néolibérale. En effet, celle-ci n'est pas synonyme d'un pur laisser-faire, mais l'État y joue un rôle important de protection et de promotion des logiques de marché.

Cette vision de l'État comme garant du marché contribue aussi à expliquer la méfiance des néolibéraux face à des droits démocratiques trop développés ; cela permet de mieux comprendre des tendances autoritaires qui se manifestent y compris en Suisse, comme le rappelait notamment l'année dernière Amnesty International dans un rapport alertant sur l'érosion du droit de manifester.

Toujours est-il que, malgré les sérieux accrocs rencontrés après 2008, les autorités suisses

restent fermement partisans du néolibéralisme : alors que le protectionnisme fait son retour notamment aux États-Unis durant les deux mandats de Donald Trump, le Conseil fédéral multiplie les accords de libre-échange, par exemple avec l'Indonésie en 2021, l'Inde en 2024, la Thaïlande en 2025 ou encore la Malaisie en juin dernier (contre lequel un référendum vient d'être lancé).

Les réformes phare du tournant néolibéral des années 1990-2000, comme le frein à l'endettement, continuent de bénéficier d'une confortable majorité politique, malgré la pandémie de Covid ou l'aggravation de la crise climatique. Il faut donc bien constater, pour reprendre une expression chère aux néolibéraux, une forme de résilience du néolibéralisme suisse.

Propos recueillis par José Sanchez



Hadrien Buclin (dir.), *La Suisse, espace privilégié du néolibéralisme*, Bâle, Schwabe Verlag, 2026



« L'abattage quotidien du citoyen », photomontage de Walter Erb (vers 1985). Un personnage représente economiesuisse (liant la NZZ), un autre le Parti radical-démocratique.

FRIBOURG FÉMINISTE DES ANNÉES 1970 À NOS JOURS

Entretien avec Marie Spang à l'occasion de la sortie de son ouvrage *Oui Chéri, oui Monseigneur, oui Docteur! Mobilisations féministes à Fribourg (1974-1984)* aux éditions Antipodes.

Pour commencer, peux-tu nous expliquer d'où vient ce projet de livre ?

Le livre est une adaptation de mon mémoire de master en histoire contemporaine, réalisé à l'Université de Fribourg. J'ai commencé à m'intéresser aux mobilisations féministes des années 1970 à Fribourg dans le cadre d'un cours donné par Pauline Milani sur l'histoire des femmes et du genre en Suisse. Elle y avait mentionné la manifestation féministe du 4 mars 1978 à Fribourg et j'avais été intriguée par cet événement, dont je n'avais jamais entendu parler.

En parallèle, j'étais à l'époque moi-même militante féministe, au sein du collectif de la Grève féministe de Fribourg. Je faisais le constat que contrairement à d'autres collectifs cantonaux (Vaud, Neuchâtel ou Genève par exemple), il n'y avait pas de militantes de cette génération dans notre collectif. Ces deux dimensions m'ont donné envie de me pencher sur cette histoire méconnue. Il y avait donc aussi une volonté mémorielle de donner à voir et à connaître ce qu'avait signifié un engagement féministe dans le contexte fribourgeois des années 1970.

Comme beaucoup d'historien·nes travaillant sur l'histoire des femmes ou du genre, ou sur l'histoire des mouvements contestataires, j'ai été confrontée à la difficulté de retrouver des sources sur le sujet. Les groupes minoritaires et les collectifs militants ont un

rapport particulier aux archives et ne déposent que peu les documents issus de leur lutte dans des centres officiels. Il faut donc souvent mener une première enquête pour retrouver ces documents. Dans mon cas, en consultant les archives officielles de l'État de Fribourg, des dossiers de police et des coupures de presse de l'époque, j'ai pu retrouver le nom de quelques-unes des participantes à ces mouvements. Il se trouve que l'une d'entre elle, Rose-Marie Fragnière, avait conservé chez elle un carton rempli de documents de l'époque, produits par les militantes. Cette découverte a donné une autre dimension à la recherche et mon travail s'est beaucoup appuyé là-dessus.

Les militantes actives à Fribourg dans les années 1970 se mobilisent autour du slogan éponyme de cette décennie, « le privé est politique », quelles formes prend leur contestation dans un contexte marqué par ce que tu qualifies comme une chape du silence qui pèse sur l'espace public et politique ?

Effectivement, à l'époque, ce que je qualifie de chape du silence qui pèse sur l'espace public fribourgeois est extrêmement lourde sur les questions liées à la sexualité, à l'avortement ou même aux soins gynécologiques en général. On peut parler d'un véritable tabou. Le premier planning familial qui ouvre en 1974 est tenu par une infirmière très proche de l'évêché fribourgeois

et qui ne pratique qu'en conformité avec les principes de l'Église. Ça signifie par exemple qu'elle ne pratique absolument pas d'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Ce contexte influence sur les activités menées par les militantes féministes qui veulent briser ce tabou et faire exister ces questions dans l'espace public mais qui veulent aussi concrètement faire changer les choses pour les femmes fribourgeoises. Une bonne part de leur militantisme consiste par exemple à organiser des voyages dans d'autres cantons, ou même dans d'autres pays, pour des femmes qui souhaitent bénéficier d'une IVG. À l'automne 1977, il va aussi y avoir un important mouvement de solidarité avec un gynécologue progressiste qui s'est vu refuser son habilitation à exercer sa profession en cabinet.

Au premier abord, cette mobilisation pour soutenir un homme médecin peut surprendre dans une période où d'autres militantes féministes se mobilisent justement plutôt de manière critique face au champ médical et à sa composition presque exclusivement masculine. En réalité il faut la replacer dans son contexte. Il n'y avait pas de femme gynécologue à Fribourg à l'époque, et ce médecin était le seul à prescrire la pillule sans condition, tous les autres ne la prescrivaient qu'à partir de la seconde grossesse, et à se prononcer en faveur de l'IVG.

Ce contexte particulièrement conservateur influence aussi sur

le positionnement des militantes sur certains objets et débats politiques institutionnels de l'époque. Par exemple, quand il y a la première campagne sur la solution des délais pour l'IVG en 1977, les militantes fribourgeoises vont beaucoup se mobiliser en faveur de l'initiative, qui sera refusée en votation, alors que d'autres militantes du Mouvement de libération des femmes (MLF) — à Genève notamment — sont très critiques à ce propos, estimant qu'elle ne va pas assez loin. On voit comment le contexte social et politique dans lequel on s'inscrit influence directement sur ces différentes dimensions du militantisme.

Pour autant, je pense que c'est important de dire qu'il y a une forte solidarité entre les militantes des différents cantons et que toutes semblent avoir conscience des contraintes propres que rencontrent les fribourgeoises. L'organisation d'une manifestation nationale le 4 mars 1978 à Fribourg est une traduction concrète de cette solidarité. C'est un événement très important de la période, qui permet de visibiliser que les luttes féministes existent aussi à Fribourg.

Tu nous disais que tu as toi-même participé aux mobilisations féministes fribourgeoises de la dernière décennie, autour de la Grève féministe. Est-ce que tu peux nous parler des enjeux et défis rencon-



trés dans ton activité militante, 50 ans après les militantes sur lesquelles tu as travaillé ?

Militer à Fribourg au tournant des années 2020, ça reste quelque chose de relativement compliqué. Le contexte est toujours très conservateur, les infrastructures sociales et associatives sont faibles, même s'il y a des personnes qui font un travail incroyable. Le poids de la religion est aussi encore très important en comparaison à d'autres contextes cantonaux. De manière générale, les questions liées aux inégalités de genre ne sont toujours pas considérées comme une priorité et il y a une forte hostilité vis-à-vis des mobilisations féministes.

Avec la Grève, nous avons quand même réussi à mener des campagnes importantes, au-delà des mobilisations pour les 25 novembre, 8 mars et 14 juin. Nous avons notamment fait un gros travail de publicisation de témoignages sur des faits très graves de violences sexistes et sexuelles dans des écoles, qui a abouti à la démission du directeur de l'une d'entre elles. Mais même pour ces affaires très graves — on parle d'un viol commis par un enseignant lors d'un voyage scolaire — le traitement médiatique a consisté à traiter les militantes féministes comme des hystériques et à décrédibiliser notre parole.

Donc moi je vois une certaine résonance entre les deux contextes. On continue de se mobiliser en opposition totale

avec les positions de l'État, de la presse, des partis politiques et de l'opinion publique. Je pense aussi que dans une certaine mesure, dans nos modes d'organisation et d'action, nous sommes les héritières des militantes des années 1970. Sur la question de la non-mixité, ou de la mixité choisie, par exemple. Comme elles, on revendique une indépendance vis-à-vis des partis politiques, des syndicats et on cherche à s'organiser de la manière la plus horizontale possible. Comme elles, on organise des manifestations publiques dans le but de visibiliser notre lutte.

Mais je vois aussi d'importantes différences, à plusieurs niveaux. Sur la question des thématiques abordées d'abord. Aujourd'hui, dans les collectifs de la Grève, on retrouve très fort cette volonté d'élargir la focale sur le sujet du féminisme et de réfléchir plus largement à la question de l'imbrication des rapports de domination. Les militantes des années 1970 s'intéressaient déjà aux questions liées à la discrimination raciste ou au régime de l'hétéro-normativité mais je pense qu'on bénéficie aujourd'hui d'une forme d'accumulation des savoirs et des expériences qui ont été faites ces 50 dernières années. Sur le plan théorique, je pense par exemple à tous les apports du féminisme noir. Sur le plan des expériences militantes, il y a eu d'importantes mobilisations de femmes issues de

l'immigration ici en Suisse qui ont poussé les militantes féministes à réfléchir plus en profondeur à cette problématique.

Ensuite, malgré les difficultés que je mentionnais avant, je pense quand même que l'on évolue dans un contexte local, mais aussi national et international, qui a évolué dans son approche des questions féministes depuis les années 1970. Juste pour donner un exemple, l'ampleur des mobilisations que l'on a pu organiser à Fribourg en 2019 (avec 12 000 personnes dans les rues de la ville) et les années qui ont suivi est sans commune mesure avec celle des années 1970.

Je pense qu'on peut aussi attribuer une partie de cette évolution à ce qui s'est passé dès la fin des années 1980 et surtout 1990 et au tournant des années 2000. C'est une période où le mouvement féministe autonome s'essouffle, malgré la grève féministe de 1991, mais où ces questions sont réinvesties dans d'autres espaces, comme les syndicats ou l'arène parlementaire, sous des formes un peu différentes avec notamment la revendication pour l'égalité constitutionnelle. La reconnaissance certaine dont bénéficient les luttes féministes d'aujourd'hui provient aussi pour partie de cet engagement qu'il ne faut pas oublier, même si on peut être critique de ses effets en termes d'institutionnalisation de nos luttes et du renforcement d'un courant du féminisme plus réformateur, voir bourgeois.

C'est peut-être la dernière chose que je voudrais ajouter en termes de parallèle entre les années 1970 et aujourd'hui. À l'époque, les militantes féministes sont considérées comme une véritable menace pour l'ordre établi et la répression qui pèse sur elles est vraiment importante. Aujourd'hui — même si elles continuent à subir des formes de dissuasions administratives et juridiques, notamment autour de la question du droit de manifester — il me semble que les mobilisations qui sont identifiées par les pouvoirs politiques comme touchant spécifiquement à des questions d'inégalités de genre ne font plus l'objet d'une telle répression. Le curseur de la répression s'est plutôt déplacé vers des mouvements comme celui en solidarité avec la Palestine. À Fribourg comme ailleurs ces mobilisations ont été largement réprimées. Et ce n'est pas anecdotique que les événements du collectif de la Grève féministe qui affichaient et thématisaient clairement un soutien avec la Palestine aient été ceux où on nous a le plus mises en garde contre des supposés débordements.

Propos recueillis par Noémie Rentsch



Marie Spang, *Oui Chéri, oui Monsieur, oui Docteur! Mobilisations féministes à Fribourg (1974-1984)*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2026

solidaritéS

466

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **National**
No-G7: les casseurs étaient à Évian, la résistance à Genève

4 **En mouvement**
Vers la grève du care !
Neuchâtel
Une baraque pour CARAC

5 **Vaud**
Minimum vaudois saison 3, la bataille continue

6-7 **Justice**
Parlons prisons: dedans dehors, contre l'enfermement

8 **Social**
A Lausanne, une gestion indigne de la précarité

9 **Élections**
France: construire un front antifasciste le plus large possible

10 **International**
Extension de la réaction en Amérique latine

11 **Histoire**
Chine: il y a 60 ans, la grande révolution culturelle

12-13 **Économie**
Regard historique sur l'essor du néolibéralisme en Suisse

14-15 **Féminisme**
Fribourg féministe des années 1970 à nos jours

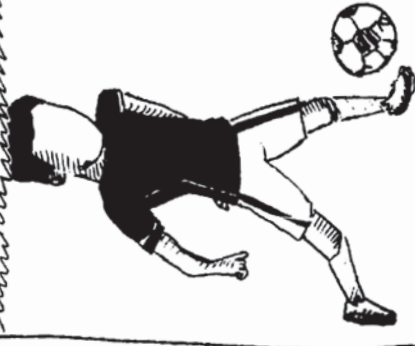
Magnifique action du joueur numéro 10 qui fraye son chemin afin de marquer le but qui déterminera la victoire de ce Mondial 2026.



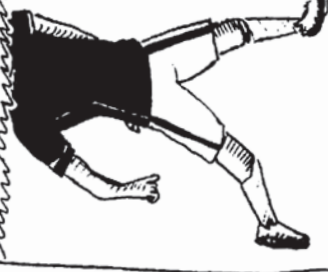
qui se fait fouiller à l'aéroport et... mais que... carton rouge pour l'arbitre Omar Abdulkadir Aïtan ! Il se voit refuser l'entrée du territoire étasunien et à l'Afrique. Et ça alors! Coup de théâtre! Le remplacement des joueurs titulaires par la ICE, un changement demandé par l'entraîneur en chef DONALD TRUMP qui a insisté pour que les États-Unis accueillent la coupe du monde, sans doute pour redorer son image à quelques mois des élections de mi-mandat et afin de faire oublier les dispositifs de répression démesurés et MEURTRIERS déployés sur l'ensemble des USA depuis le début de sa présidence en janvier 2025. Donald Trump qui, on le rappelle, est récipiendaire du prix Fifa de la *paix*



Un beau match dans lequel les joueurs se dépensent sans compter, y compris en CO2 puisque le Mondial atteint déjà les 9 millions de tonnes consommées sur les 3,6 annoncées



Mais quel retournement de situation ! L'arbitre siffle un hors jeu à toute spectateur-ice issu-es des classes populaires qui se retrouve relégué-e à l'extérieur du stade dans l'impossibilité d'acheter des places trop chères et réservées à l'élite bourgeoise. Oula! Carton jaune pour l'équipe sénégalaise...



uuuuut. Quel mondial Historique mes ami-e-s !

